

Fiche de synthèse : le conflit israélo-palestinien (1948 à nos jours)

La disparition de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël. Face à l'arrivée massive de juifs en Palestine, le Royaume-Uni demande à l'ONU de régler le problème. Fin novembre 1947, l'ONU décide un partage de la Palestine qui est accepté par une écrasante majorité à l'Assemblée générale (EU et URSS compris, l'URSS pensant qu'Israël serait un nouvel Etat socialiste). Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1949> Le plan est rejeté par l'ensemble des pays arabes. Le 15 mai 1948 est proclamé la création de l'Etat d'Israël.

Israël est aussitôt attaqué par les pays arabes voisins. Avec l'appui des Britanniques, les Arabes essuient un échec qui a pour conséquence la disparition de l'Etat palestinien et le renforcement de l'Etat Israélien. La Cisjordanie est désormais administrée par la Jordanie et la bande de Gaza par l'Egypte. Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1948>

En mai 1949, Israël, encore soutenu par l'URSS est admis à l'ONU, mais Israël se range du côté des occidentaux, d'où volte-face de l'URSS qui soutient alors les pays arabes.

En 1956, Israël occupe le Sinaï : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1956>

La Guerre des Six jours en 1967

Le 28 mai 1964, est créée l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) dirigée par Yasser Arafat. Cette organisation réclame un territoire et un Etat pour les Palestiniens habitant Israël. L'OLP est reconnue par l'ONU en octobre 1964. Le 18 mai 1967, Nasser demande à l'ONU le retrait des Casques bleus mis en place entre Egypte et Israël en 1956, ce qui lui est accordé dès le 21 mai. Le 22, Nasser bloque l'entrée du Golfe d'Aqaba à tout navire israélien et à tout navire transportant des produits stratégiques à destination d'Israël. Se sentant à nouveau menacée, Israël décide une guerre préventive. Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1967>

Le 5 juin, l'aviation égyptienne est détruite au sol ; Israël s'empare du Sinaï, de Jérusalem Est, de la Cisjordanie et du plateau du Golan syrien.

Le 8 juin, l'Egypte accepte le cessez-le-feu, suivie le 10 juin par la Syrie . La guerre a duré 6 jours.

L'Etat d'Israël passe de 20 800 Km² à 102 400 Km². Le 23 juin, le parlement israélien vote l'annexion de Jérusalem-est malgré les protestations de l'ONU et des grandes puissances, Israël refuse d'exécuter la résolution 242 de l'ONU (nov. 67) lui ordonnant d'évacuer les territoires occupés.

La guerre des six jours augmente la résistance palestinienne depuis leurs bases du Liban, de Syrie et de Jordanie. Chaque agression contre l'Etat d'Israël se solde par de violentes ripostes israéliennes. En Jordanie et au Liban, les résistants palestiniens se comportent comme un Etat dans l'Etat d'où des accrochages avec l'armée libanaise, mais surtout avec l'armée jordanienne qui en écrase un certain nombre en 1970 (d'où naissance d'un mouvement terroriste : Septembre Noir). Les Palestiniens, pour que le monde n'oublie pas leur cause, se lancent alors dans le terrorisme à grande échelle (piraterie aérienne et prise d'otages).

La guerre du Kippour

En 1970, mort de Nasser et prise de pouvoir d'Anouar El Sadate en Egypte, qui annonce régulièrement la revanche sur le désastre de 1967.

Le 6 octobre 1973, en plein Ramadan et le jour du jeûne juif du Yom Kippour, l'Egypte attaque brusquement Israël. L'armée égyptienne pénètre dans le désert du Sinaï et bouscule l'armée israélienne. De son côté, l'armée syrienne pénètre sur le plateau du Golan.

Le 15, percée de l'armée israélienne qui franchit le canal de Suez.

Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1973>

Le 22, face à une situation redevenue critique, Sadate accepte le cessez-le-feu, voté par le Conseil de sécurité. L'ONU sous la pression des Etats-Unis met en place une nouvelle force d'interposition.

En réaction, les pays arabes décident d'utiliser l'arme pétrolière, et dès le 16 octobre, le baril de pétrole passe de 3 à 5 dollars, menaçant d'embargo tous les amis d'Israël. En décembre le baril de pétrole atteint 12 dollars. La guerre du Kippour a démontré la combativité des Arabes, le fait que l'armée israélienne n'est pas invincible, mais le problème palestinien demeure entier

Vers la paix à la fin des années 1970 ?

Le conflit a connu une évolution imprévue après la Guerre du Kippour, suite à des initiatives égyptiennes. A. El Sadate se rapproche des Etats-Unis, et surtout en 1977, il entreprend une spectaculaire initiative de paix en se rendant à Jérusalem, prélude à la signature en 1979, des accords de Camp David. Ces accords, conclus aux EUA en présence du Président Carter, rétablissent la paix entre Israël et l'Egypte et prévoient l'évacuation par Israël du Désert du Sinaï. Par contre, le problème palestinien piétine. Les autres pays arabes n'acceptent pas cette initiative séparée de la

part de l'Égypte qui constitue une rupture dans la solidarité islamique. Sadate est assassiné en octobre 1981.

Le problème est d'autant moins résolu, qu'Israël, dirigé par Menahem Begin entre 1977 et septembre 1983, mène une politique intransigeante et expansionniste. Begin s'emploie à créer un "Grand Israël" qui inclue les territoires encore occupés : Jérusalem devient la capitale du pays en 1980, le Golan syrien est officiellement annexé, la colonisation juive est encouragée en Cisjordanie. Le but est clair : empêcher la création d'un Etat palestinien qui serait formé, selon Israël par les "terroristes de l'OLP" et assurer la sécurité d'Israël en délogeant l'OLP du Sud-Liban qui est à son tour envahi et occupé. Le départ de Begin en 1983 n'a nullement débloqué la situation. Et ce d'autant moins que de nouveaux troubles perturbent la région. Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/israelnorddp12000>

La création de l'Etat palestinien.

Le conflit israélo-arabe: la colonisation juive provoque l'Intifada ou guerre des pierres. Le problème palestinien se complique, car des mouvements intégristes essaient de supplanter l'OLP. En 1988, Arafat décide de fonder un Etat palestinien, avec un gouvernement en exil. Il annonce renoncer au terrorisme et reconnaît l'Etat d'Israël. Les EUA acceptent alors de dialoguer avec l'OLP, les négociations s'ouvrent à Madrid en 1991 et se concluent à Washington le 13 septembre 1993 : autonomie des territoires occupés (Bande de Gaza et Jéricho). Mais l'assassinat de Rabin en 1995, et l'intransigeance du gouvernement de Sharon bloquent de nouveau tout espoir de paix.

La situation actuelle

Le déclenchement de la seconde Intifada en 2000 ouvre un nouveau cycle de violence. Après l'échec des négociations de Charm el-Cheikh, les pourparlers de Taba entre Barak et Arafat avortent début 2001.

Ehud Barak perd les élections et en février, Ariel Sharon prend la tête du gouvernement. Les Israéliens répriment les émeutes : l'armée attaque les combattants palestiniens avec des moyens lourds (aviation, blindés) qui occasionnent de nombreuses victimes. Des attentats à la voiture piégée et des attentats suicides répétés, revendiqués par le Hamas et d'autres organisations armées - dont les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa dans la mouvance du Fatah de Yasser Arafat - frappent durement la population civile israélienne.

Plusieurs colonies israéliennes sont créées, suscitant de nouvelles tensions. Des " liquidations ciblées " de chefs politiques palestiniens ont lieu, suivies de l'assassinat du ministre israélien d'extrême droite, Rehavam Zeevi. En décembre, une vague d'attentats ensanglantante Afoula, Haïfa et Jérusalem.

Au cours du mois de février 2002, les installations de l'Autorité palestinienne, déclarée " entité soutenant le terrorisme " par le gouvernement israélien, sont pilonnées et détruites.

Les attentats sont plus meurtriers, ainsi que les opérations de l'armée israélienne. Cette dernière mène les plus grandes opérations militaires en Cisjordanie depuis la guerre de 1967. En avril, de violents combats ont lieu dans les rues de Jénine : ils se soldent par la mort de 54 Palestiniens et de 23 Israéliens.

En juin, le gouvernement d'Ariel Sharon lance la construction d'une " barrière de séparation " en suivant plus ou moins la ligne verte, une limite entre la Cisjordanie et les territoires israéliens. Cette séparation a officiellement pour but d'empêcher l'entrée de terroristes sur le sol d'Israël.

Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/cisjordaniedp12000>

Au cours du mois de juin, six des sept villes autonomes de Cisjordanie sont réoccupées par Israël. Yasser Arafat est encerclé par l'armée israélienne et assigné à résidence dans son QG à Ramallah. Il faut attendre le mois de décembre pour qu'une nouvelle initiative diplomatique soit adoptée par le " quartet " (Etats-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies) : la " feuille de route ".

En 2003, la pression terroriste ne faiblit pas. En février, le numéro 2 de l'OLP, Mahmoud Abbas est investi Premier ministre de l'Autorité palestinienne juste avant que celle-ci approuve la " feuille de route ". Israël la ratifie avec réserve au mois de mai. Abbas, en conflit avec Arafat, démissionne en septembre. Au cours de l'été, les attentats n'ont pas cessé et le Hamas annonce la fin de la trêve.

Ahmed Qorei succède à Abbas tandis que les Israéliens exigent le départ de Yasser Arafat. En novembre, une initiative de paix menée par les politiques israélien et palestinien Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo se concrétise à Genève. Cet accord non officiel sonne comme un espoir de paix, alors que les négociations diplomatiques entre Israël et l'Autorité palestinienne sont très difficiles.

Carte : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/propositionsgeneve2003>

Début 2004, Ariel Sharon annonce le démantèlement des colonies israéliennes établies dans la bande de Gaza. Il annonce également la mise en place par Israël d'un plan de séparation entre son

pays et les Palestiniens. Arafat décède en novembre 2004, alors que la situation entre Israël et Palestine s'est nettement dégradée.

En janvier 2006, le Hamas a remporté les élections dans les territoires palestiniens. A l'issue des élections de mars 2006, Ehud Olmert a pris la tête du gouvernement israélien. En ce qui concerne la question palestinienne, il s'inscrit dans la continuité d'Ariel Sharon. Mais sur un point au moins, il va plus loin que son prédécesseur. Il s'engage à fixer les frontières définitives d'Israël d'ici 2010, selon le tracé qui correspond grosso modo au mur séparant Israël de la Cisjordanie. Alors qu'Ariel Sharon avait indiqué qu'il n'y aurait pas d'autre désengagement unilatéral, lui promet qu'Israël se retirera des colonies juives isolées de Cisjordanie.

Son plan prévoit également que les grands blocs de colonies près de Naplouse, Hébron et Ramallah, de même qu'Ariel, Etzion et Maale Adoumim, seront annexés au territoire israélien. Les colons évacués seraient relogés dans ces colonies. Il promet aussi d'assurer une continuité territoriale entre Maale Adoumim et Jérusalem grâce à la construction d'un corridor. Ehoud Olmert s'engage en outre à maintenir une présence militaire dans les zones évacuées et à compléter la construction de la clôture de sécurité.

Il demande au Hamas d'accepter les principes de la Feuille de route (le plan de paix parrainé par le Quartet, composé des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de l'ONU), de se désarmer, de reconnaître le droit d'exister Israël et d'accepter les ententes internationales. Alors, dit-il, il pourra y avoir négociation. Sinon, il avertit qu'Israël ira de l'avant avec un plan unilatéral. Autant le Hamas que les colons ont vivement dénoncé le plan de retrait.

Actualité : **Abbas rencontre Olmert sur fond de crise israélienne**

Article publié le 02/06/2008 http://www.rfi.fr/actufr/articles/102/article_66989.asp